

maintenant rendue au point où elle produit avec une telle rapidité et une telle efficacité que les produits s'accumulent et qu'on est même parfois obligé de l'arrêter.

Nous faisons alors face à un problème de surproduction de blé, de lait et de ses sous-produits, d'automobiles et de presque tout ce que nous produisons, tout en vivant dans une société de sous-consommation. Voilà le paradoxe! D'une part, en dépit des efforts que nous avons faits, nous avons bâti une société de surproduction, avec un excédent de marchandises sur les rayons, de beurre dans les crémeries, de lait dans les laiteries, de blé dans les élévateurs à grain de l'Ouest. Et pendant tout ce temps, les deux tiers du monde meurent de faim et que nous vivons dans une société de sous-consommation. Voilà le résultat de la politique gouvernementale depuis 100 ans.

Monsieur l'Orateur, grâce au développement de la technologie dans tous les domaines, notre société en est devenue une de consommation. Or, le Ralliement créditiste, par sa motion, voudrait que le gouvernement étudie la façon de distribuer cette production, afin que notre société devienne non pas une société de sous-consommation, mais une société qui consomme tous nos produits, ni plus ni moins.

Comme nous avons inventé toutes sortes de moyens d'augmenter notre production, nous devons absolument, si nous sommes sincères et sérieux, trouver des moyens de faciliter la consommation. C'est le problème auquel se heurtent toutes les sociétés modernes, et les députés qui tiennent à faire leur devoir doivent, avant de dire que les députés du Ralliement créditiste sont ridicules et qu'il n'y a pas de pauvres au Canada, être d'abord assez logiques pour étudier ces propositions.

Voilà pourquoi les députés du Ralliement créditiste font front commun pour proposer au gouvernement des mesures visant à favoriser la consommation des produits canadiens.

Premièrement, nous proposons donc de:

1. financer le capital public par des crédits avancés à leur coût nominal par la Banque du Canada et remboursables selon le taux de dépréciation des travaux accomplis;

Le député de Bruce a tenté, il y a un instant, tout comme l'avait fait avant lui celui d'Edmonton-Ouest, de ridiculiser le Crédit social en disant qu'il s'agissait d'une «machine à piastres» qui causerait l'inflation, car l'argent perdrait sa valeur.

Je demanderais à ces deux députés si, lorsque les gouvernements, rouge ou bleu, vont à l'étranger emprunter 50 ou 100 millions en obligations pour financer les entreprises publiques comme les écoles, les églises et la construction d'écoles ou de ponts, c'est de l'argent nouveau qu'ils sont allés chercher à des

taux d'intérêt de 9 $\frac{3}{4}$ p. 100 comme l'a fait récemment l'Hydro-Québec, car cet argent n'existait pas auparavant au Canada et, lorsqu'il arrive au pays, il s'agit de crédits nouveaux.

J'aimerais bien que les députés de Bruce ou d'Edmonton-Ouest, s'ils sont sincères, disent quelle différence il peut bien y avoir, quant à l'influence sur le pouvoir d'achat total ou sur l'inflation, entre des emprunts faits aux États-Unis ou en Europe, et des emprunts consentis par la Banque du Canada.

Dans les deux cas, il s'agit d'argent qui vient s'ajouter au crédit dont nous disposons déjà pour construire notre pays, avec la seule différence que l'argent emprunté à l'étranger sert les intérêts des étrangers, parce que nous le remboursons deux, trois ou quatre fois, compte tenu de l'intérêt, alors que dans le cas de la Banque du Canada, nous remboursons suivant la valeur nominale, suivant le taux de dépréciation réel de ce que nous avons construit.

Quand les députés, sous prétexte que la théorie du Crédit social est ridicule,—et n'oublions pas qu'ils ne l'ont pas étudiée et qu'ils refusent de l'étudier—disent que nous devons continuer de patauger dans notre système actuel afin de favoriser la sous-consommation, ils se font les complices de la haute finance et démontrent jusqu'à quel point ils peuvent être esclaves de la caisse électorale.

Monsieur l'Orateur, nous proposons également, et je cite:

2. distribuer un dividende national à chaque citoyen canadien en vue de leur assurer, au moins, à même la production canadienne, un minimum vital;

3. équilibrer la somme des prix attachés à la production canadienne et les moyens d'achat entre les mains des consommateurs par un escompte accordé à ces derniers.

Il est un point que je ne puis m'empêcher de signaler: Les divers programmes des gouvernements qui se sont succédé pour tenter de remédier à l'insécurité d'un nombre croissant de citoyens sont payés à même les taxes des contribuables. C'est ce qui explique que, chaque année, on annonce une augmentation des impôts, quels que soient le ministre des Finances et la couleur politique du gouvernement. Voilà la raison pour laquelle nous disons: Rien ne sert de changer du rouge au bleu ou du bleu au rouge.

Selon les gouvernements, il n'existerait qu'une seule source de capitaux: les impôts, les nombreuses taxes et la haute finance étrangère. Or, les gouvernements constatent, comme moi, l'écart de plus en plus grand entre les riches et les pauvres et certaines injustices dont les moins favorisés sont les victimes. Or, faisons une réforme fiscale pour tenter de mettre de l'ordre et faire régner la justice, afin de régler le problème.